

Unité inter-départementale
des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
Cedex 09
65017 TARBES

TARBES, le 09/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AFM RECYCLAGE

Zone Industrielle Chemin de Gayan
65320 Bordères-sur-l'Échez

Références : 2023-0635-dp
Code AIOT : 0006803948

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2023, dans l'établissement AFM RECYCLAGE implanté Zone Industrielle, chemin de Gayan sur la commune de Bordères-sur-l'Échez (65320). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection réactive a été réalisée dans le cadre de l'incendie de l'alvéole de stockage des tournures de titane, survenu le 30 mai 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFM RECYCLAGE
- Zone Industrielle Chemin de Gayan 65320 Bordères-sur-l'Échez
- Code AIOT : 0006803948
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AFM exploite sur la commune de Bordères-sur-l'Échez une activité principale de collecte, traitement et stockage des métaux et déchets métalliques non dangereux. L'exploitation est également classée au titre de ses activités de collecte de déchets dangereux et non dangereux

apportés par les producteurs et de dépollution des véhicules hors d'usage.

Le site est réglementé par un arrêté préfectoral du 26 avril 1991, complété par l'arrêté préfectoral n°65-2019-10-15-003 du 15 octobre 2019.

L'exploitant dispose également, pour son activité de démantèlement de véhicules hors d'usage, d'un agrément n°PR 65 00001 D délivré le 2 juin 2006 et renouvelé par l'arrêté préfectoral n° 65- 019-03-04-001 du 03 avril 2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la visite d'inspection du 17/11/2022,
- récolement à certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif aux installations de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux (rubrique 2718) soumises à autorisation,
- récolement à certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux (rubrique 2713) soumises à enregistrement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	PDC n°2 visite d'inspection du 27/11/2022_ Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Lettre de suite	Lettre de suite	3 mois
12	Traçabilité des déchets RNTDS	Code de l'environnement du 01/01/2001, article R541-43	Lettre de suite	Lettre de suite	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PDC n°1 visite d'inspection du 27/11/2022_ Situation administrative de l'établissement	AP Complémentaire du 15/10/2019, article 1.4	Lettre de suite	Sans objet
3	PDC n°4 visite d'inspection du 27/11/2022 Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Lettre de suite	Sans objet
4	PDC n°3 visite d'inspection du 27/11/2022 Gestion des eaux pluviales des installations	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	Lettre de suite	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	PDC n°5 visite d'inspection du 27/11/2022 Autosurveillance_ Fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Lettre de suite	Sans objet
6	PDC n°12 visite d'inspection du 27/11/2022 Clôture de l'installation	Arrêté Préfectoral du 26/04/1991, article 11	/	Sans objet
7	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	/	Sans objet
8	Gestion déchets réceptionnés_ Fiche d'information préalable	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 II.	/	Sans objet
9	Gestion déchets réceptionnés_ Admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 III.	/	Sans objet
10	Gestion déchets réceptionnés_ entreposage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV	/	Sans objet
11	Gestion déchets réceptionnés_ tri	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV	/	Sans objet
13	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
14	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
15	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en œuvre les actions correctives permettant de lever les points ayant fait l'objet de suites administratives lors de la visite d'inspection du 17 novembre 2022.

Bien que le schéma des réseaux ait été actualisé, des corrections et des compléments doivent être apportés.

L'exploitant dispose d'une procédure de traçabilité satisfaisante, tant au regard des contrôles de conformités réalisés sur les chargements lors de l'entrée sur le site, que des documents administratifs produits.

L'exploitant détient un registre chronologique des déchets entrants et sortants, dont l'ensemble des éléments renseignés est conforme aux dispositions réglementaires des articles 1, 2 et 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 relatif au registre des déchets.

Pour autant, l'exploitant ne procède à aucun téléversement de son registre dans le registre national des déchets, terres excavées et sédiments comme préconisé à l'article R. 541-43 du Code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

Point de constat n° 1_PDC n°1 visite d'inspection du 27/11/2022 : Situation administrative de l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/10/2019, article 1.4				
Thème(s) : Situation administrative, régime de l'installation				
Prescription contrôlée : L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 1991 est remplacé par l'article suivant : La société AFM Recyclage est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Bordères-sur-l'Echez, chemin de Gayan – zone industrielle, parcelle n°197 section AD du plan cadastral, les installations suivantes :				
Rubrique et alinéa	Libellé de la rubrique (activité) critère et seuil de classement	Volume autorisé	A, DC	E,
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Quantité maximale sur site de batteries au plomb : 49 t	A	
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2797. 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Quantité journalière traitée : 80 t/jour	A	
2710-2-a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m³	Collecte de métaux ferreux et non ferreux et de DEEE Quantité maximale sur site : 500 m³		E
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m²	Surface exploitée : 1 200 m²		E
2713-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m²	Surface utilisée : 20 000 m²		E
2710-1-b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t	Collecte de batteries automobiles Quantité maximale sur site : 5 t	DC	
2711-2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719 Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³	Quantité maximale de DEEE sur site : 98 m³	DC	
2714-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³.	DIB (bois, palettes, cartons...) : 300 m³ Stériles : 300 m³ Pneumatiques : 150 m³ Quantité maximale sur site : 750 m³	D	
Point de constat n°1 de la visite du 27 novembre 2022 : Le classement de l'exploitation est conforme à son activité. Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des quantités autorisées à l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 octobre 2019 susvisé. Un stockage de contenants utilisés par la société AFM Recyclage pour l'exploitation (bennes et bacs sur rétention) est localisé sur la parcelle voisine (référence cadastrale 194) située hors de l'emprise de l'installation classée. Un portail non fermé à clef sépare les deux terrains. L'exploitant doit, dans un délai de trois mois, justifier du respect des quantités de déchets autorisées sur le site et régulariser la situation administrative de son installation au regard de son				

activité de stockage situé sur la parcelle voisine, en procédant au dépôt d'un porter à connaissance auprès de l'inspection, demandant l'intégration de la zone dans l'emprise de l'installation classée, ou le cas échéant, en évacuant les contenants de la parcelle voisine.
Constats : Par courriel du 21 juin 2023, l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance justifiant du respect des quantités des déchets autorisés et demandant la régularisation de la parcelle voisine AD 914, utilisée pour le stockage de parcs à bennes de l'installation. Le porter à connaissance est en cours d'instruction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de constat n° 2_PDC n°2 visite d'inspection du 27/11/2022 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Actions nationales 2023, Schéma des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p><u>Point de constat n°2 de la visite du 27 novembre 2022 :</u></p> <p>L'exploitant possède un plan topographique daté du 08/09/2011, des réseaux d'eaux de son installation, permettant d'identifier les réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées, ainsi que le positionnement des vannes.</p> <p>Cependant, depuis les travaux de création du bassin d'incendie, ce schéma n'est plus à jour. L'exploitant précise qu'il sera en mesure de le finaliser après l'installation de la clôture du bassin et du passage du géomètre.</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, mettre à jour le schéma des réseaux d'eau de son installation.</p> <p>Constats : Par courriel du 21 juin 2023, l'exploitant a transmis le schéma des réseaux d'eau actualisé.</p> <p>Pour autant, l'Inspection constate plusieurs absences de données et une erreur de tracé (absence d'identification des vannes d'obturation en entrée du bassin, légende incomplète et réseau d'eau de toitures du bâtiment de stockage des métaux nobles non à jour).</p> <p>L'exploitant doit, dans un délai de trois mois, compléter et corriger le schéma des réseaux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

Point de constat n° 3_PDC n°4 visite d'inspection du 27/11/2022 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de prélèvement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Point de constat n°4 de la visite du 27 novembre 2022 :</u></p> <p>Le point de prélèvement des effluents est situé en sortie de la buse d'alimentation du bassin d'infiltration. L'accès au point nécessite d'entrer dans le bassin d'infiltration par l'échelle et d'arpenter le muret du bassin tampon jusqu'à la buse. Cet accès ne permet pas de sécuriser l'intervention des opérateurs.</p> <p>L'exploitant doit, dans un délai de trois mois, sécuriser l'accès au point de prélèvement.</p>
<p>Constats : L'exploitant a installé une plateforme clôturée autour de la buse de rejet. Accessible par le parking, elle permet un accès sécurisé au point de prélèvement.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a pu attester de la conformité des conditions d'interventions des opérateurs lors des prélèvements d'eau (cf annexe n°1)</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de constat n° 4_PDC n°3 visite d'inspection du 27/11/2022: gestion des eaux pluviales des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43
Thème(s) : Risques chroniques, gestion des eaux pluviales des installations
Prescription contrôlée : II. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées. <u>Point de constat n°3 de la visite du 27 novembre 2022 :</u> [...] L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir à l'inspection, l'attestation de conformité du déshuileur-débourbeur. L'exploitant doit, dans un délai d'un mois, transmettre l'attestation de conformité du déshuileur-débourbeur.
Constats : Par courriels du 24 janvier 2023, l'exploitant a transmis une attestation de conformité du déshuileur-débourbeur, délivrée par la société Saint-Dizier. Lors de la visite, l'Inspection a constaté l'absence d'information pouvant justifier que l'attestation concerne bien le déshuileur-débourbeur du site de Bordères-sur-l'Echez. L'après-midi même de la visite, l'exploitant a fourni la justification attendue.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de constat n° 5_PDC n°5 visite d'inspection du 27/11/2022 : Autosurveillance_Fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Autre, Fréquence de surveillance
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation. <u>Point de constat n°5 de la visite du 27 novembre 2022 :</u> [...] La société WESSLING a réalisé l'analyse des effluents le 17 mars 2022. Dans son rapport du 28 mars 2022, l'absence d'analyse des paramètres Hydrocarbure totaux et Hydrocarbures aromatiques polycycliques est relevée. L'exploitant doit, dans un délai de trois mois, procéder à l'analyse des paramètres complémentaires susnomés. Constats : Lors de la visite, l'exploitant informe l'inspection que la société WESSLING a procédé aux prélèvements des effluents le 15 juin 2023. Le rapport d'analyses sera transmis à l'Inspection dès sa réception.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de constat n° 6_PDC n°12 visite d'inspection du 27/11/2022 : Clôture de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/1991, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien de la clôture
Prescription contrôlée : L'établissement sera entouré par une clôture de deux mètres de haut minimum ou tout moyen équivalent. [...] <u>Point de constat n°12 de la visite du 27 novembre 2022 :</u> Lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence de trous dans le mur de clôture de l'installation à plusieurs endroits. L'exploitant a indiqué que le mur a été dégradé lors d'un cambriolage du site. L'inspection a également pu relever l'absence de clôture au nord-Est du site. Des panneaux de deux mètres de hauteurs ont été disposés en limite de propriété afin d'éviter toute entrée sur l'installation. L'exploitant doit, dans un délai de trois mois, installer une clôture en zone Nord et procéder à la réparation de la clôture du site afin d'éviter toute entrée aux personnes extérieures. Constats : Lors de la visite, l'Inspection a pu constater la réalisation des travaux de réfection de la clôture Nord et l'installation d'une clôture bétonnée sur l'extrémité Nord-Est de la parcelle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de constat n° 7 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, consignes écrites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.
Constats : L'exploitant dispose de différentes procédures écrites indiquant les consignes à suivre en cas d'accident. Lors de la visite, les procédures suivantes ont été vues : <ul style="list-style-type: none">• SECURITE.PRO003 _ Gestion d'une situation d'urgence.• MOP.SEC.005 – Gestion d'un déversement/écoulement accidentel ,• MOP.SEC.003 – Gestion d'un incendie, Ces documents n'appellent pas d'observation de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de constat n° 8 : Gestion déchets réceptionnés _information préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 II.
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'information préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires. a) Informations à fournir : <ul style="list-style-type: none">- source (producteur) et origine géographique du déchet ;- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri. [...]
Constats : L'exploitant détient une fiche d'information préalable (FIP) permettant de vérifier l'admissibilité des déchets réceptionnés sur l'installation. Cette fiche est renouvelée chaque année. Lors de l'inspection un contrôle par échantillonnage a été réalisé pour les FIP suivantes: <ul style="list-style-type: none">• FIP d'Orange UPR Ouest du 05 avril 2023,• FIP des AMIS MUSEE POMPIERS TARBES du 16 février 2023. Les informations comprises dans les documents respectent les exigences de l'article 13 II de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de constat n° 9 : Gestion déchets réceptionnés_admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 III.
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'admission
<p>Prescription contrôlée : L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. <p>[...]</p> <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p> <p>c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.</p> <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. <p>[...]</p> <p>Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.</p> <p>[...]</p> <p>Constats : Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant procède à la vérification et au pesage du chargement avant passage obligatoirement par le portique de radioactivité situé en entrée du site. L'exploitant délivre au détenteur des déchets, pour chaque livraison, un bon d'entrée reprenant les informations caractérisant la livraison (dénomination du détenteur, immatriculation du véhicule, dénomination, code interne et tonnage du déchet...).</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre de déchets (cf point de constat n° 13).</p> <p>Dès l'octroi du bon d'entrée, les déchets sont acheminés vers l'alvéole dédiée. Dans le cas de chargement comprenant plusieurs des déchets en mélange, celui-ci est vidé devant l'alvéole correspondante au déchet majoritaire afin que l'exploitant procède au tri des déchets avant transit dans les alvéoles dédiées.</p> <p>En cas de non-conformité du déchet, l'exploitant procède au refus du déchet et délivre une fiche de non-conformité visant le refus du déchet à son détenteur.</p> <p>Les consignes d'admission des déchets sont précisées dans la fiche procédure FORQUA 009D.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de constat n° 10 : Gestion déchets réceptionnés_entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV
Thème(s) : Risques chroniques, Zone d'entreposage des déchets
Prescription contrôlée : IV. Entreposage des déchets Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. [...] Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : <ul style="list-style-type: none">- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
Constats : Le site est constitué de différentes zones de stockage des déchets, dédiées pour chaque typologie de déchets admis. Les déchets de petites tailles sont disposés dans des alvéoles à l'extrémité Est du site, isolées les unes des autres par des cubes de béton (de 2,5 m de hauteur) et identifiés au moyen de plaque précisant le type de déchets présents dans l'alvéole. Les grosses pièces de ferraille (Platinages, ferraille prèles, chutes neuves...) sont disposés en îlots au centre de l'installation. L'exploitant dispose d'un suivi des volumes des déchets présents sur le site via son registre de police mis à jour quotidiennement. Par ailleurs, la hauteur des murs de béton des alvéoles de petites ferrailles sert également de repère visuel pour évaluer le stock présent. Lors de la visite, l'inspection a constaté que la hauteur maximale des dépôts était inférieure à 6 m (aucune habitation étant à moins de 100 m de la zone de stockage). Pour autant, l'exploitant ne dispose pas de repère visuel permettant le respect de la hauteur maximale autorisée pour le stockage des grosses pièces de ferraille situé au centre du site. L'ensemble des déchets dangereux stockés sur le site (batteries) et les déchets pouvant entraîner un ruissellement de substances polluantes (huiles de coupes des tournures et huiles et produits d'entretien) sont stockés sous abris.
Observations : L'exploitant s'assure de la présence d'un repère visuel permettant le respect de la hauteur maximale autorisée pour le stockage des grosses pièces de ferraille.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de constat n° 11 : Gestion déchets réceptionnés_tri

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV
Thème(s) : Risques chroniques, Tri des déchets
Prescription contrôlée : V. Opérations de tri des déchets Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination). Dispositions particulières aux déchets d'équipements électriques et électroniques/ [...] Leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée. Les déchets de tubes fluorescents, lampes basse énergie et autres lampes spéciales autres qu'à incandescence sont stockés et manipulés dans des conditions permettant d'en éviter le bris, et leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée respectant les conditions de l'arrêté du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques prévues à l'article 21 du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements, ou remis aux personnes tenues de les reprendre, en application des articles R. 543-188 et R. 543-195 du code de l'environnement ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations. Dans le cas d'un déversement accidentel de mercure, l'ensemble des déchets collectés est rassemblé dans un contenant assurant l'étanchéité et pourvu d'une étiquette adéquate, pour être expédié dans un centre de traitement des déchets mercuriels.
Constats : L'installation accueille les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) pour les usages suivants: <ul style="list-style-type: none">• pour le broyage et la valorisation des DEEE non dangereux,• pour l'évacuation vers le centre de traitement agréé AMF de Colomiers, des DEEE à dépolluer (machine à laver, micro-ondes...),• pour la récupération et la valorisation via l'éco-organisme écosystème, des réfrigérateurs et petits appareils en mélanges. Les déchets contenant des PCB ne sont pas admis sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de constat n° 12 : traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2001, article Article R541-43
Thème(s) : Situation administrative, RNTDS
Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. [...] II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. [...]
Constats : L'exploitant dispose d'un registre de suivi des déchets entrants et sortants. Néanmoins, il n'a pas été en mesure de justifier de la déclaration de son registre dans le registre national déchet, terres excavées et sédiments. L'exploitant doit sous un délai de trois mois, procéder au téléversement de ses données dans le registre national déchets, terres excavées et sédiments.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

Point de constat n° 13 : traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Complétude du registre pour l'installation de transit de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : Les données renseignées dans le registre de suivi des déchets sont conformes aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de constat n° 14 : traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Complétude du registre pour l'installation de transit de déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : Les données renseignées dans le registre de suivi des déchets sont conformes aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de constat n° 15 : traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Complétude du registre pour l'installation de transit de déchets
Prescription contrôlée : Les transporteurs et les collecteurs de déchets tiennent à jour un registre chronologique des déchets transportés ou collectés. Ce registre contient au moins les informations suivantes : a) Concernant les dates de transit du déchet : - la date d'enlèvement du déchet ; - la date de déchargement du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant en tonne ou en m3 ; c) Concernant le transport du déchet : - le numéro d'immatriculation du ou des véhicules transportant le déchet ; - dans le cas de déchets dangereux, selon le cas, le code transport lié aux réglementations internationales relatives au transport international des marchandises dangereuses par route, au transport international ferroviaire des marchandises dangereuses, au transport de matières dangereuses sur le Rhin, ou au transport maritime de marchandises dangereuses ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE)1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE)1013/2006 susvisé ; d) Concernant l'origine et la gestion du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial de déchet, ou, à défaut, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets lorsque les déchets transportés ou collectés proviennent de plusieurs producteurs ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne remettant les déchets au transporteur ou au collecteur ; - l'adresse de la prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de la personne remettant les déchets au transporteur ou collecteur ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié.
Constats : Les données renseignées dans le registre de suivi des déchets sont conformes aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe n°1 _Point de constat n° 3 : Conditions de rejet

